

# CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

-----  
**Session du 22 juillet 2014**  
**(Commission statutaire préparatoire du 9 juillet 2014)**  
-----

**Ministère de la décentralisation et de la fonction publique**  
-----

## **Décret modifiant le décret n° 2005- 1228 du 29 septembre 2005 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C**

-----

Le présent décret soumis à l'avis du CSFPE modifie deux articles du décret n° 2005-1228 du 29 septembre 2005 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C.

1°- Un alinéa est ajouté à l'article 1<sup>er</sup> qui précise les échelles de rémunération dans lesquelles se situent les grades des corps de catégorie C constitués de trois ou de deux grades.

En effet, lors de la modification du décret n° 69-904 du 29 septembre 1969 portant règlement d'administration publique relatif au statut du corps des agents des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, il est apparu que le niveau des trois grades de ce corps de catégorie C n'était pas précisé. Cette situation se retrouve dans les autres corps de catégorie C qui comptent deux ou trois grades.

Il est donc proposé de préciser à l'article 1<sup>er</sup> du décret relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C, de manière transversale, que les corps de catégorie C comportant trois grades sont dotés des échelles 4, 5 et 6 et ceux comptant deux grades, des échelles 5 et 6.

2°- La principale modification, introduite par l'article 2, consiste dans une nouvelle rédaction du II de l'article 3 faisant intervenir un tableau de reclassement pour l'avancement des fonctionnaires relevant d'un grade situé en échelle 5 de rémunération dans un grade situé en échelle 6.

Cette modification est rendue nécessaire dans la mesure où la modification des durées de séjour dans certains échelons et des indices de rémunération intervenue à compter du 1<sup>er</sup> février 2014 pourrait conduire à placer les agents bénéficiant d'un avancement dans un grade doté de l'échelle 6 de rémunération dans une situation moins favorable que le classement obtenu jusqu'à présent.

Le tableau de reclassement proposé en remplacement des dispositions actuelles, qui classent les agents selon la règle classique de l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur avec possibilité de conserver l'ancienneté d'échelon acquise si le gain indiciaire obtenu du fait de cet avancement est inférieur à celui qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans le grade précédemment détenu, vise à prévenir de telles situations.

Le tableau qu'il est proposé d'insérer au II de l'article 3 adapte donc les modalités de classement dans un grade doté de l'échelle 6 de rémunération afin d'éviter ce qui constituerait une inversion de carrière, en prenant en compte les durées respectives des échelons d'origine et d'accueil. La conservation de l'ancienneté d'échelon est proportionnée en fonction de ces deux durées.

Le présent décret est soumis à l'avis du CSFPE, en application des dispositions prévues au 5°) de l'article 2 du décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.